Nicole DEVY-VARETA

La question du reboisement au Portugal,
un processus de longue durée

Extrait de la Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest

Tome 5, Fascicule 2-3 - Avril - Septembre 1988

La question du reboisement au Portugal, un processus de longue durée

par Nicole DEVY-VARETA *

Parmi les atouts et les options du développement et de la « modernisation » du Portugal, la forêt apparaît comme un élément privilégié. Elle retient l'attention des diverses sphères qui participent à la vie nationale et se retrouvent dans ce domaine plus que partout ailleurs. Récupération des friches ou des terres agricoles marginales, sylvo-industrie en expansion, incendies criminels, « eucalypto-phobie » et protection de la nature, entrée dans la Communauté européenne, etc., tous les débats se passionnent autour de la forêt de production et du reboisement. Par un phénomène assez paradoxal en Europe méridionale, le Portugal est en effet un pays gros exportateur de produits forestiers. Les recherches sur l'arbre et les forêts s'attachent d'abord aux possibilités de croissance des capacités de production; aujourd'hui, elles sont surtout menées par les sylviculteurs, économistes et aménageurs, et elles s'accrochent à des notions presque mythiques, celles de la « vocation » ou des « aptitudes » forestières du Portugal.

Au-delà de l'information générale, nous avons dû, pour notre recherche personnelle, constater une connaissance de la forêt très superficielle dès qu'on s'écarte de sa fonction économique présente (1980). Dans le domaine des recherches sociales, la forêt n'occupe qu'une position périphérique et marginale; on peut y constater que

(*) Assistante, Institut de géographie, Faculté des Lettres, Universidade do Porto, Rua do Campo Alegre, 1055, 4100 Porto.

les prises de position idéologique conduisent à une vision trop simplifiée des relations entre forêt et société; s'ajoute à cela que l'on confère à la forêt une dimension écologique souvent déphasée et déformante à l'échelle locale. En revanche, tous les processus évolutifs, de la végétation naturelle pré-agricole à la mise en place des massifs actuels, restent à découvrir ou à réinterpréter à la lumière des rapports qui s'établissent dans l'histoire entre environnement naturel, formations végétales et sociétés humaines (G. Bertrand, 1975, 1986).

I. Une forêt de production moins productive.

Il convient de rappeler les grands traits qui fondent l'originalité de de la distribution floristique et de la répartition des massifs forestiers au Portugal. C'est d'abord la *position méridionale* du Portugal sur la *façade atlantique* de l'Europe, donc sur les marges des domaines atlantique et méditerranéen. C'est ensuite un compartimentage marqué par les *contrastes bioclimatiques*, avec une transition progressive en fonction de la latitude dans les régions littorales et un fort gradient vers l'intérieur, qui est accentué au nord du Tage par la présence de barrières topographiques. C'est enfin la *construction de l'espace forestier actuel* depuis le début du XIX^e siècle, avec la création de massifs monospécifiques, pin maritime, chêne-liège et récemment eucalyptus. La distribution du pin, qui représente 42 % de la superficie forestière, illustre les combinaisons complexes entre l'interpénétration des deux domaines bioclimatiques et les processus socio-économiques.

Ainsi ce que l'on désigne comme forêt de production s'étire du Minho à l'Alentejo occidental. Au nord du Tage, les collines du littoral et les versants des *serras* se partagent entre les pinèdes pures ou mêlées d'eucalyptus et les plantations industrielles de cette dernière espèce, le tout formant une mosaïque de paysages sylvo-agricoles. Particulièrement denses dans le nord-ouest de l'Alentejo, les *montados* de chênes-lièges sont entrecoupés par de nombreuses plantations d'eucalyptus qui occupent de plus en plus de terres dans le sud de la région. Quant aux autres espèces, elles sont confinées dans les sous-bois à l'état arbustif (chêne et chêne-liège dans les pinèdes) ou dans les espaces « périphériques » intérieurs, où elles sont intégrées dans les systèmes de production agro-pastorale (taillis et bois de chênes tanzin, châtaigniers de la Beira Alta, couvert forestier ou arboré peu dense de chênes verts, protégés contre les arrachages depuis 1977).

1. Trois essences pour les trois quarts de la forêt.

Dans l'ordre des taux d'occupation spatiale, les essences les plus abondantes sont le pin maritime (*pinheiro bravo*), le chêne-liège et l'eucalyptus; mais en termes de rentabilité économique cet ordre est aujourd'hui renversé (tabl. 1).

TABLEAU 1
EVOLUTION DE LA SUPERFICIE FORESTIÈRE AU XX^e SIÈCLE

	1902	1928	1950-54	1966	1986	
Superficie forestière 100 ha	19 570	23 314	28 322	28 257	30 625	
Total	100	100	100	100	100	100 ha
Pin maritime	39,5	48,5	42	45,5	42	12 878
Chêne-liège	16,9	24	23	22,5	21,8	6 676
Chêne-vert	18,6	16,3	22	20,5	15,4	4 725
Chênes et châtaignier	7,9	8,2	6	5	3,3	1 002
Eucalyptus	17,1	3	4	3,5	10,2	3 134
Autres espèces			3	3	7,3	2 210
Taux d'occupation du sol	22	26,2	32	31,5	34,4	

Sources : *Carta Agricola*, 1902; Almeida, 1929; Enquête SROA et Recensement agricole, 1950-54; Inventaire forestier, DGF et *Perfil Florestal*, IPF.

Note : Nous rappelons que les critères d'évaluation ont changé en 1966 (Inventaire forestier).

La distribution actuelle des grands massifs est déjà en place, tout au long de la façade maritime, vers 1900, de même que la structure de la propriété sylvo-agricole, qui n'est pas modifiée jusqu'à la Révolution de 1974. Le domaine forestier de l'Etat, alors très réduit, s'est ensuite lentement accru. Les *baldios* (1) déboisés ou couvert de maigres taillis subsistaient surtout dans les *serras* du centre et du nord. La propriété forestière privée était déjà presque exclusive pour les feuillus

(1) Terres communautaires exploitées et gérées par les habitants (« voisins ») d'un village, d'un hameau ou d'une commune. Dans la Constitution actuelle, les

méditerranéens dans les latifundiums et pour les pinèdes dans les petites parcelles des exploitations paysannes.

Pendant le XX^e siècle, l'enrêsinement a progressé avec le reboisement des *baldios* préconisé et poursuivi par l'Estado Novo. La « Loi de peuplement forestier » de 1938 fonde l'une des « campagnes de colonisation » chères au régime de Salazar et devient vite le symbole de la répression et de la résistance des communautés paysannes montagnardes. Depuis une trentaine d'années, l'expansion de l'eucalyptus s'affirme dans le domaine de la forêt privée et commence à provoquer une forte polémique en Alentejo (à cause de l'arrachage du chêne-liège, de l'occupation des terres labourables et de l'assèchement des sources). Mais le mouvement des plantations s'amplifie dans le centre, le Ribatejo et l'Alentejo méridional et accompagne l'augmentation de la capacité industrielle de production de pâte à papier. Les conditions climatiques, surtout sur la façade maritime plus humide, sont favorables à l'eucalyptus, une essence à forte plus-value pour l'industrie et pour les propriétaires, quels qu'ils soient, puisque les plantations sont traitées en taillis pendant une cinquantaine d'années (4 coupes tous les 10 à 13 ans).

Avec la mise en service de quelques nouvelles usines, la production de pâte à papier a doublé depuis 1974, passant de 563 000 t à un peu plus de 1 million de t. Trois de ces usines sont concentrées près de Aveiro et Figueira da Foz, avec une capacité totale de 610 000 t. La production de papier kraft à fibres longues l'emporte largement et utilise deux tiers d'eucalyptus pour un tiers de pin. En moins de vingt ans, la gamme traditionnelle de produits forestiers a été transformée et les valeurs des deux principaux produits interverties (tabl. 2).

TABLEAU 2

EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS, 1968-1986
(en contos, un conto = 1 000 escudos)

	1968	1972	1976	1980	1986
Valeur des exportations de produits forestiers (millions de contos)	3,7	6,2	10,8	42,2	154,2
Total	100	100	100	100	100
Liège	44	35	33	33,3	24,5
Pâte à papier et papier	21	30	44	31	44,5
Bois	21	17	14	24	23,9
Produits résineux	12	16	8,5	10	5,2
Mobilier et divers	2	2	0,5	1,7	1,9
% produits forestiers / total des exportations	17	18	19	19	14,3

Source : Instituto dos produtos florestais.

Le liège, détrôné de sa première place, conserve néanmoins une forte position dans l'économie nationale. Avec un volume stabilisé à 150 000 t par an, le liège est entièrement transformé dans le pays, bien que l'industrie reste trop dépendante de la production de bouchons.

Les pinèdes posent une des questions les plus difficiles de la politique forestière. Au Portugal, l'exploitation de la forêt n'est guère réglementée, à l'exception de celle des feuillus méditerranéens et de l'eucalyptus. Ce sont surtout les pinèdes qui ont été dévastées par les incendies forestiers, qui ont brûlé 500 000 ha de 1968 à 1985. De plus, la brusque augmentation de la demande de palettes, qui commence à se tasser, et les besoins de l'industrie des agglomérés provoquent une surexploitation du pin, dont la capacité productive pour l'industrie s'effondre selon les critères adoptés par les aménageurs de la forêt.

Le Portugal exporte un peu plus de la moitié de ses produits forestiers semi-transformés ou transformés, qui sont absorbés pour les deux tiers par la CEE. En 1984, par exemple, l'excédent de la balance commerciale sylvicole s'élève à 650 millions de dollars, lorsque celle du commerce extérieur atteint un solde négatif de 2 500 millions de dollars. Au moment où vient de se conclure l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne, les « aptitudes forestières » sont considérées comme le principal atout des ressources renouvelables du pays, face à une agriculture largement déficitaire. Le développement économique de la forêt s'appuie largement sur la grosse sylvo-industrie, qui a fait irruption en amont de la « filière bois » en reboisant directement en eucalyptus toutes les terres disponibles, des parcelles agricoles ou forestières aux secteurs incendiés.

Toutefois, le tableau n'est pas entièrement satisfaisant. La recrudescence des incendies, un reboisement industriel incontrôlable, ou trop lent pour certaines espèces, telles que le pin, et le vieillissement des subéraies sont les questions les plus pressantes. Il faut y ajouter les attermoissements des décisions politiques quant à la redéfinition de la principale institution de l'Etat, la Direction générale des Forêts depuis 1982. Le constat est unanime du côté des responsables forestiers ou de l'économie, la forêt de production est de moins en moins productive, ce qui met en péril toutes les stratégies de développement de la sylvo-industrie (2).

La décennie de 1980 ouvre une nouvelle période : celle des grands projets nationaux de reboisement et des tentatives d'aménagement de la forêt privée. Voilà donc venu le temps des groupes d'études qui examinent la situation forestière. En fouillant inventaires, rapports et statistiques, tous ces travaux butent sur la vaste question de la forêt

(2) Au total, le secteur forestier rassemble plus de 100 000 emplois, dont 70 % dans les industries de transformations. Par rapport au total national, les industries forestières représentent 23 % du nombre d'établissements et 11 % du personnel.

privée : l'évolution récente des mouvements fonciers, son importance tant sur le plan quantitatif que qualitatif, ses fonctions de régulation à diverses échelles du marché du bois, et aussi le « problème » de la forêt paysanne.

2. La condamnation de la forêt paysanne.

Ce n'est pas ici le lieu d'aborder ni d'approfondir les variations régionales de la « modernisation » de l'agriculture (3). Comme il n'y eut jamais de politique officielle d'aménagement du territoire, il s'agit surtout d'opérations sectorielles et ponctuelles dans le temps et dans l'espace, qui s'articulent plus ou moins bien selon les vicissitudes de l'économie de marché. Les réajustements de la politique forestière en sont une bonne illustration. Le rôle de l'initiative privée est ici primordial : celle des groupes économiques dont dépend une partie de la sylvo-industrie, celle du paysan qui décide de vendre quelques arbres... à un autre paysan, *madeireiro* (4) improvisé. C'est justement la maîtrise de cette initiative multiforme qui est préconisée par les défenseurs d'une politique plus ferme.

La forêt privée demeure une grande inconnue, particulièrement quand il s'agit des pinèdes et des plantations d'eucalyptus. La recherche, aussi bien technocratique qu'académique, s'est plutôt concentrée sur l'espace cultivé, les questions de la réforme agraire et des archaïsmes de l'agriculture traditionnelle. De plus, les données statistiques restent très approximatives ou ne sont calculées que par extrapolation (tabl. 3).

TABLEAU 3
LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE

Propriété \ Essences	Total		Pin	Eucalyptus	Chêne liège	Autres essences
	ha	%				
Etat	105	3,4	45	-	30	30
Communautaire (<i>baldios</i>)	300	9,8	260	-	-	40
Privée	2 378	77,7	973	228	628	709
Collectifs de travailleurs	160	5,2				
Secteur industriel	120	3,9	10	85	10	15
Total	3 063	100	1 288	313	668	794

Sources : DGF, Inventaire forestier; Perfil florestal, IPF, 1986.

(3) Voir à cet effet les opinions exprimées par plusieurs géographes sur l'agriculture portugaise, sous le régime de Salazar dans le tome 54, 1983, fasc. 4 de cette *Revue* consacré au Portugal.

(4) Petit ou gros négociant en bois.

Après avoir été marginalisée par les politiques forestières, la forêt paysanne (300 000 à 400 000 propriétaires peut-être) devient brusquement le centre de l'attention. Il faut néanmoins admettre une méconnaissance considérable de cette forêt d'ailleurs très difficile à définir, même quand il s'agit de ses structures, soit du problème fondamental dont on fait sans cesse mention. Les appréciations sont donc le plus souvent superficielles et dépréciatives pour les pinèdes ou les peuplements mixtes de pins et eucalyptus : forêt émiettée en petites parcelles et mal entretenue, répugnance des propriétaires à l'investissement, individualisme forcené, enfin une forêt considérée comme un moyen d'épargne élémentaire, ce qui témoigne d'un immobilisme et d'une passivité plus flagrante que pour l'espace cultivé, ce qui expliquerait, du moins en partie, le malaise de la production forestière.

Il est évident que les pinèdes sont moins productives. C'est avec la demande croissante de l'industrie qu'un réseau de négociants s'est greffé sur celui des relations locales. Mais le pin continue à jouer un rôle important dans la vie sociale et économique locale ou, simplement, dans la vie familiale. Il approvisionne un réseau serré de petits négociants, de scieries ou d'ateliers de menuiserie et il garantit un complément de revenus ou une réserve foncière pour les petits propriétaires. Si les rapports d'économistes ou d'autres études s'attachent toujours aux mêmes « problèmes » forestiers, de l'« écrasement » ou du « désintéressement » des propriétaires jusqu'aux rivalités entre le pouvoir central, les institutions forestières et le secteur industriel, tous escamotent les interactions complexes qui sous-tendent l'évolution des espaces et sociétés rurales depuis la fin de l'Ancien Régime.

Rien ne semble plus controversé aujourd'hui au Portugal que les manières d'analyser la « paysannerie » dans les régions de petites ou moyennes exploitations de la façade maritime. Les modèles théoriques d'évolution condamnent, grosso modo, les petites exploitations, qui constitueraient un phénomène résiduel ou conjoncturel inadaptable à la « modernisation » des structures forestières. Mais elles pourraient, en réalité, ne pas disparaître, du moins dans un proche avenir. L'agriculture dite traditionnelle — on préfère parler de petite agriculture — a vite évolué en prenant place dans des formes complexes de pluri-activité familiale, associées à l'économie industrielle ou au commerce et aux services. De nos jours, il faut y tenir compte des revenus extra-agricoles, des retraites et pensions de l'Etat, ou encore de la remise des (ex-) émigrés (*Rev. C.S.* 1981; J.-M. Pinto 1985; J.F. de Almeida, 1986; A. Domingues, 1986).

Cependant, face aux objectifs de la politique forestière centrale, les structures foncières et les modes d'exploitation « paysanne » d'une grande partie de la forêt privée constituent un obstacle majeur au reboisement et à la reprise de la production. Cette conviction s'affirme au moment où se dessine la crise forestière que l'on avait pressenti;

mais la situation n'est pas, relativement, nouvelle. Les pratiques politiques et économiques sont fondées sur le postulat inébranlable des « aptitudes édapho-climatiques naturelles exceptionnelles » du pays pour la croissance de toute matière ligneuse. La notion de « vocation forestière » vient peu à peu se substituer à celle de « vocation agricole », compromise par les déboires de la politique de l'Estado Novo. Si l'on envisage les relations entre ces deux vocations dans une perspective socio-historique, la question du reboisement et des « aptitudes » a une très longue histoire dont on fait généralement table rase, tant il est vrai que l'on n'a de la forêt portugaise qu'une « mémoire » bien courte.

II. Le reboisement : une obsession du pouvoir central depuis le XVII^e siècle.

Il faudra sans doute nuancer ou corriger la représentation d'un Portugal « forestier » au début du Moyen-Age, lorsque les chercheurs se seront vraiment préoccupés des processus évolutifs de la végétation. Dès maintenant les premières esquisses d'analyses en palynologie et les tentatives de reconstitution de l'environnement naturel du Néolithique indiquent que les modifications anthropiques de la végétation furent beaucoup plus précoces qu'il ne le paraissait jusque là. La transformation des paysages serait bien antérieure aux périodes de défrichements déjà reconnues — bas Moyen Age, colonisation romaine, et même période des *castros* (I^{er} millénaire avant J.C.).

Les premiers signes de défrichements par le feu sont attestés vers 6500 BP sur le littoral de l'Alentejo. Les formations arborées sclérophylles remplacent la forêt méditerranéenne (*Quercion faginea*) et les pinèdes à partir de 5 000-4 000 BP (Mateus, 1985). Dans la vallée du Tage, la forêt claire de chênes et de pins des environs de 5 000 BP recule devant l'extension d'un tapis végétal arbustif, qui devient dominant vers 4 000 BP (Janssen, 1985). Les analyses de la Serra da Estrela montrent une augmentation sensible des pollens de *Erica* à partir de 4 300 BP. Selon Janssen, les formations arbustives prennent une place prépondérante par rapport au *Quercetum mixtum* dès 3 300 BP (1981 et 1985). D'autre part, les recherches sur le mégalthisme (5 500-4 000 BP) et les débuts des activités agro-pastorales conduisent à une réinterprétation de l'environnement naturel des régions intérieures. Il semble que la couverture forestière était peu dense et assez discontinue sur les hauts plateaux ou niveaux montagnards, facilitant ainsi le développement d'une agriculture temporaire et de transhumances locales (V. Jorge, 1982).

La poursuite de ces recherches permettra d'aborder simultanément deux thèmes importants. D'une part, la question de la végétation naturelle et de son hétérogénéité : colonisation de l'arbre ou de la forêt sur une façade maritime déstabilisée par la transgression fland-

drienne et ses héritages, espèces de pins (5), formations arborées et sécheresse méditerranéenne dans le sud et l'intérieur du pays... D'autre part, les effets de l'intervention humaine sur l'évolution naturelle des milieux. C'est une étape fondamentale qui devrait précéder l'interprétation des diverses situations de l'environnement à la veille des défrichements médiévaux.

1. Apparition de l'idéologie du reboisement.

Recul de la forêt et drainage des sols sont des processus banals qui accompagnent l'accroissement de la population et de la surface agricole pendant le Moyen Age. Au Portugal, les XI^e-XIII^e siècles constituent une période d'organisation des finages, alors que la Reconquête progresse vers l'Algarve. Dans cette région, comme en Alentejo, l'occupation arabe avait déjà contribué à la mise en place des *montados* et fourrés (exploitation des ressources forestières pour l'approvisionnement local ou l'exportation, activités pastorales extensives). De plus, le dynamisme des relations commerciales vers la Méditerranée et le long des côtes atlantiques européennes stimule l'activité de nombreux chantiers navals du Minho au littoral méridional.

Ainsi, dès les XIII^e-XIV^e siècles, les droits d'usages, l'abus des coupes et des *queimadas* (6) et les effets du déboisement sur les milieux physiques deviennent une préoccupation permanente, tant pour les « puissants » du royaume que pour les « voisins » attachés à la terre (N. Devy-Vareta, 1985 et 1986). De cette époque date l'organisation des *montarias* (7) dans les réserves royales de chasse et d'exploitation du bois (*coutada velha*). Dès le début du XV^e siècle, les tentatives de réglementation des coupes pour le bois de marine et de construction (chêne portugais, chêne-liège et pin parasol) l'emportent sur la protection du gros gibier en voie de disparition. Lorsque le Portugal se lance dans une politique d'expansion coloniale et se dote d'une importante flotte commerciale au XVI^e siècle, l'approvisionnement en « gros bois » devient difficile sur le territoire national, face aux besoins des arsenaux maritimes de la métropole. Le recours à l'importation par l'intermédiaire des circuits hanséatiques, encore sporadique jusqu'au XIV^e siècle, est régulier pendant les siècles suivants : il s'agit surtout de chêne et de pin sylvestre de l'Europe du nord et de la Russie.

(5) Il est donc déjà établi que le pin (maritime ?, parasol ?) faisait partie du cortège floristique des régions littorales au moment des premiers signes de l'action anthropique.

(6) Au sens large « brûlis » utilisé pour les défrichements et l'amélioration des pâturages.

(7) Dans un premier sens, chasse royale et noble. Le terme désigne aussi les circonscriptions administratives qui divisaient la *coutada velha* et étaient délimitées pour cette chasse avec ses veneurs (*monteiro*), et pour l'exploitation du bois (N. Devy-Vareta, 1985).

Toutes les mesures prises par l'administration royale à partir de la fin du XV^e siècle auraient-elles aidé à résoudre la question de l'offre de bois d'œuvre : extinction de réserves défrichées dans le centre littoral, protection du chêne-liège en Alentejo et Ribatejo, provisions contre les *queimadas*, plantations ?

En ce qui concerne les forêts domaniales pendant l'Epoque moderne, le statut du *monteiro* devient un titre honorifique plutôt qu'une charge associée de près aux réformes ou au reboisement, même après la destruction de ce qui restait de « médiéval » dans l'administration des *coutadas* en 1605 (*Regimento do Monteiro-Mor*). Il n'y a pas de création d'un corps bien défini de « forestiers ». Des « gardes de pinèdes », de *monteiro*, ou des avoués locaux se relaient pour la surveiller et contrôler les coupes, veiller aux droits d'usage et à la protection du gibier. Ce dispositif peu rigide va traverser les siècles : c'est seulement en 1800 qu'une réforme organique modifie profondément l'administration de *coutadas* très réduites et moribondes, avant que ne soit créée, en 1824, l'Administration générale des Forêts.

Pour essayer d'enrayer le déficit de bois d'œuvre, les officiers du roi se sont précocement tournés vers le reboisement des friches. En 1494 ou 1495, une loi ordonne à tous les habitants du royaume de « planter des arbres ». Mais nous ne connaissons ni son contenu spécifique, ni l'évolution de son exécution. Néanmoins, quelques documents montrent que les plantations n'ont dû affecter que peu de terres, car elles s'opposaient à l'organisation des activités pastorales et aux défrichements attestés pour cette époque. Cette obligation a sans doute été abolie, tout comme les peines des récalcitrants : dans le cas contraire, la loi aurait été transcrite dans le Code législatif de 1521 (*Ordenações Manuelinas*).

Près d'un siècle plus tard, la Loi des Arbres marque une prise de position juridique d'avant-garde en instituant une politique de reboisement dans les *baldios* ou les parcelles non cultivées des propriétés privées. Le choix des terrains est à la charge des conseillers (*vereadores*) de tous les *concelhos*. La loi ne prévoit aucun dispositif nouveau, sinon des sanctions contre les conseillers ou administrateurs des districts qui n'auraient pas accompli leur tâche dans ce domaine. Cette loi représente, pour deux raisons, une étape fondamentale : elle est la première manifestation de ce qui sera la préoccupation majeure des politiques forestières à venir, c'est-à-dire reboiser à tout prix les friches ; d'autre part, la première essence forestière qui y soit mentionnée est le pin, et nous pouvons supposer qu'il s'agit là du pin maritime et du pin parasol, bien que la documentation reste encore assez vague quant aux espèces présentes dans les pinèdes ou à « planter ».

La Loi des Arbres et d'autres provisions contre le déboisement sont incluses dans les *Ordenações Filipinas* (1603). A partir des règnes des

Philippe d'Espagne (1556-1665), de nombreuses recommandations ou édits rappellent sans cesse l'urgence du reboisement, jusqu'à une prescription de 1842 qui se rapporte encore aux lois du début du XVII^e siècle. Il est impossible de dresser un bilan quelconque de la progression des plantations, même à l'échelle d'un *concelho* ou sur une courte période. Quelques textes révèlent toutefois que les contraintes locales furent nombreuses et que dans les *concelhos* éloignés des centres urbains, on préférait planter de la vigne ou des arbres fruitiers. Les terres reboisées en pin maritime ont sans doute constitué des foyers de diffusion spontanée de cette espèce au nord du Tage, facilitant l'enrênement progressif de la façade littorale.

À côté des incitations au reboisement, les *Reformações* de l'Epoque Moderne ne sont donc pas le corollaire d'un « aménagement » forestier, mais correspondent plutôt à une politique défensive pour freiner le déboisement, tout en essayant de ménager l'approvisionnement en bois de chauffe et d'usage quotidien. Nous ne disposons en effet que de très peu d'informations sur les techniques culturelles, le règlement des coupes et les traitements pour le repeuplement naturel des feuillus. La précarité écologique de la forêt, — de toute formation arborée ? —, quoique nuancée du nord atlantique au sud méditerranéen, n'a pas justifié l'élaboration d'une réglementation précise visant la régénération des feuillus. Il faut replacer cela dans le contexte des diverses formes régionales de couverture végétale et d'organisation territoriale des finages. La grande extension des friches plus ou moins arborées était intégrée dans les systèmes de production agro-pastorale : transhumances régionales et luso-espagnoles dans l'Alentejo et les Beiras, pacage sous couvert arboré, fumure des sols généralement pauvres à partir du *mato* (8) des *baldios*... Autour des gros centres urbains, il fallait aussi maintenir des fourrés ou des taillis destinés au bois de chauffage ou d'usage industriel (*charneca* (9) de Lisbonne sur la rive gauche du Tage, de Abrantes à Setubal). Il est de même évident que le reboisement ou la régénération des feuillus contrariait les systèmes d'exploitation des *incultos*, très lucratifs pour les grands propriétaires, comme le charbon de bois de chêne-liège ou de pin, mais aussi très nécessaires à la subsistance des paysans.

Les témoins « lettrés » des XVII^e siècle et XVIII^e siècle sont généralement unanimes pour dénoncer soit le déboisement, l'extension des friches et la « désolation » du pays, soit l'importation de bois de marine. Mais c'est surtout à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle que la croissance démographique et l'augmentation des besoins provoquent la flambée des prix et une spéculation sur les bois domestiques et industriels. Une série d'événements et de processus aggra-

(8) Végétation des sous-bois ou des landes régulièrement coupée pour la litière du bétail et le fumier.

(9) Terme vernaculaire qui désigne une formation végétale arbustive ou sous-arbustive (maquis ou lande atlantique).

vent les tensions entre l'offre et la demande des divers types de produits forestiers, tels, par exemple, la reconstruction de Lisbonne après le tremblement de terre de 1755, la privatisation des *baldios*, les intempéries et les mauvaises récoltes de la fin du siècle...

Il faut cependant analyser avec prudence les opinions formulées dans les essais, les descriptions, puis dans les mémoires des physiocrates, publiés du XVII^e siècle au début du XIX^e siècle. Ces travaux sont empreints de considérations qui, si nous les regroupons en deux ensembles, représentent les deux faces d'une même idéologie. La première établit les fortes potentialités naturelles de production agricole et forestière du pays dans les *charnecas* méditerranéennes et les *baldios* en général : la libre entreprise agraire préconisée à la fin du XVIII^e siècle favoriserait la mise en valeur des terres abandonnées ou improductives, mais en contrôlant les techniques paysannes, surtout les *queimadas* qui dégradent irrémédiablement les sols. La seconde développe la « thèse de la décadence » d'un pays essentiellement mercantile, après un Moyen Âge interprété comme un âge dor de l'agriculture et de la forêt, d'où les assertions relatives à l'« abandon » de l'espace cultivé, à la « paresse » des paysans et à l'absentéisme des grands propriétaires, à la corruption des autorités et aux « négligences » du reboisement. Pour l'un des premiers « sylviculteurs » portugais, ce qui symbolise l'exploitation de la forêt et l'extension des friches, c'est surtout « la hache dévastatrice du rustre », dont seule une administration « unique et énergique » pourrait venir à bout (J. Silva, 1815).

2. Les mutations du XIX^e siècle : déboisement, reboisement et initiative privée.

Le XIX^e siècle est une période d'importantes transformations de l'espace sylvo-agricole qui tiennent, après 1835, aux nouvelles conditions instaurées par le libéralisme et par le démantèlement des structures socio-politiques de l'Ancien Régime. L'initiative privée contrôle les mouvements spatiaux de l'évolution agricole et forestière, qui revêt des formes contrastées suivant le temps et selon les régions et les diverses modalités de pénétration du capitalisme dans les campagnes et les politiques successives de libre-échange et protectionnisme (M. H. Pereira, 1983). Ces transformations conduisent à l'extension globale de l'espace cultivé (céréaliculture dans le sud du pays et, un peu partout, expansion de la vigne et de l'olivier), et à une augmentation sensible de l'espace forestier (subéraies et pins).

Si les principaux éléments des processus de déboisement et défrichement et de reboisement sont identifiables, ils ne le sont que d'une manière approximative : il ne faut pas trop se fier aux statistiques publiées avant le XX^e siècle; de plus, quelques-uns des mécanismes fondamentaux n'ont pas fait l'objet d'une recherche assez appro-

fondie : il s'agit, entre autres, de l'appropriation particulière des biens de l'Eglise et des *baldios* (A. Sampaio, 1979; M. Cabral, 1981; J. Nunes, 1984).

Une importante partie du patrimoine forestier ou des terres susceptibles d'être reboisées change de mains avec la vente des biens nationaux confisqués à l'Eglise, contribuant surtout à la formation d'une classe de grands propriétaires ruraux capitalistes, originaires de la petite et moyenne bourgeoisie. Parmi les propriétaires de l'Ancien Régime, c'est l'Eglise qui avait le mieux protégé et développé son patrimoine forestier. Dès le XIII^e siècle, les monastères du Minho recommandent les plantations, une politique qui se poursuit jusqu'à leur expropriation. Les premiers inventaires ont été entrepris par les couvents les plus riches au XVI^e siècle, devançant de très loin les institutions royales. Après la vente, les bois ou fourrés de chênes et les pinèdes acquis par les nouveaux propriétaires sont soit surexploités soit régénérés, selon les schémas économiques qui paraissent les plus avantageux pour chaque région.

Quant aux *baldios*, le mouvement d'appropriation par les gros laboureurs ou quelques puissants locaux qui s'était amorcé dès la fin du XVIII^e siècle, continue sur tout le territoire. En 1869, une loi accélère ce processus, en autorisant l'aliénation complète des *baldios*, qui bénéficie alors à de nombreux petits propriétaires (*sortes de monte*) (10). Il est difficile de saisir la progression de ce mouvement, la plupart des terrains étant des friches plus ou moins arborées et pâturées. Selon les économistes et premiers agronomes du XIX^e siècle, dont les idées se situent dans le prolongement de leurs prédécesseurs, cette forme de *incultos* avait de fortes potentialités « productives » (extension de la surface agricole et reboisement) (J. Nunes, 1984).

Ainsi, tout au long du XIX^e siècle, les principales transformations de l'espace forestier s'articulent autour de trois processus principaux.

a. *Le déboisement des feuillus au nord du Tage*. En caricaturant, on pourrait dire que cette évolution est l'envers de l'enrésinement et de quelques défrichements pour la vigne, l'olivier et le maïs dans l'intérieur du pays. Les besoins de produits forestiers en tout genre sont particulièrement pressants dans les zones à forte densité démographique du littoral. Vente des biens d'Eglise et partage des *baldios* ont favorisé la spéculation sur les prix des bois de construction, bois domestiques et charbon de bois, dont la demande augmente sur les marchés urbains. Dans les régions de production agricole dominante, les chênes des *bouças* privées ne disparaissent pas totalement, car ils

(10) Petites parcelles de lande tirées au « sort », délimitées par des murets ou des arbres. Le propriétaire en avait l'usage exclusif pour la coupe du *mato*, sous couvert arboré lorsqu'elles étaient boisées ou reboisées en pins, chênes... (*bouças*). Dans le nord du pays, le *monte* désigne les terres de landes.

sont intégrés dans les systèmes de production agro-pastorale ou d'approvisionnement local en bois. C'est dans les régions intérieures où subsistent de nombreux *baldios* que Barros Gomes observe beaucoup de bois et taillis de chênes tauzin. En revanche, le chêne portugais ou les yeuses du Trás-os-Montes reculent devant la vigne et les champs de seigle. Les châtaigniers qui bordaient les parcelles cultivées dans le Nord-Ouest et les *soutos* (bois de châtaigniers) sont peu à peu décimés par la maladie de l'encre, qui du Minho, où elle a été très virulente à partir de 1838, s'étend dans tout le pays jusqu'à la Serra de Monchique pendant la dernière décennie du siècle.

b. *La régénération du chêne-liège.* Après la baisse des prix du blé, l'extension des terres emblavées dans les *charnecas* méditerranéennes du Ribatejo et de l'Alentejo occidental est stoppée et régresse même pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Les grands propriétaires préfèrent s'orienter vers des productions plus rentables : l'élevage bovin, d'une part, et le liège d'autre part. Ce dernier produit est alors de plus en plus recherché tant sur le marché intérieur qu'extérieur et son écoulement est facilité par le développement des voies ferrées. La mise en place des subéraies par la voie de la régénération des taillis et des maquis l'emporte sur celle des plantations.

c. *La progression rapide de l'enrésinement en pinheiro bravo.* Au début du siècle, les pinèdes étaient assez discontinues le long des régions côtières. Le *Pinhal de Leiria* (10 000 ha environ) et quelques autres pinèdes de pin parasol ou mixtes, situées dans un rayon de 75 km autour de Lisbonne, constituaient l'essentiel de ce qui restait du patrimoine forestier royal, surexploité et en fort mauvais état (14 864 ha en 1824). Ailleurs, le pin avait colonisé quelques *baldios* protégés par les lois du XVII^e siècle ou bien végétait spontanément dans les friches. A l'intérieur de la façade maritime, les pinèdes se faisaient plus rares, sauf dans le nord de l'Estremadura et dans la Beira littorale. Les rapports descriptifs publiés pendant les trente dernières années du XIX^e siècle montrent à quel point les pins s'imposent dans les paysages, depuis la péninsule de Setubal jusqu'aux pieds des grands versants montagnards au nord du Tage (*Relatório...*, 1868, Barros Gomes, 1877 et 1878) : ils se mélangent aux chênes et aux châtaigniers dans la Beira centrale et des parcelles pionnières sont installées dans les *concelhos* de Covilhã et de Belmonte; dans le Nord-Ouest, « on les exploite, on les garde, on les sème, on les possède plutôt en petits bois plus ou moins reliés les uns aux autres qu'en forêts étendues » (B. Gomes, 1877) : l'émiettement des parcelles est un fait majeur après l'abolition du majorat en 1863.

Le pin maritime s'accommode des sols pauvres et siliceux des landes et recouvre les terres déboisées de leurs feuillus : sa croissance relativement plus rapide que celle de ces derniers en fait une essence forestière rémunératrice pour les propriétaires; il remplace peu à peu

le chêne comme source énergétique; il trouve une multitude de débouchés adaptés aux « courtes » révolutions de son exploitation, de 10 à 25-30 ans selon les produits : élagage précoce des branches pour usages domestiques, charbon de bois, petits troncs pour la fabrication de caisses d'emballages (fruits d'Andalousie), poteaux de mines (Grande-Bretagne), traverses de chemin de fer, — ce dernier se développant entre 1860 et la fin du siècle dans la Péninsule ibérique —, poutres, poteaux télégraphiques, produits résineux... D'où des pinèdes très hétérogènes et des traitements culturaux, qui, selon la majorité des sylviculteurs, sont guidés par la « cupidité » des propriétaires.

Un intense mouvement interne de toutes sortes de produits forestiers plus ou moins transformés anime la circulation fluviale et le trafic des voies ferrées (F. Alegria, 1987). A la fin des années 1860, la balance du commerce extérieur de ces mêmes produits devient positive. Le liège constitue plus de 80 % de la valeur des exportations, pour retomber peu à peu à 50 % au début de la décennie 1960 (tabl. 2). Après le liège, les produits dérivés du pin étaient alors principalement exportés vers l'Espagne et la Grande-Bretagne. Mais le déficit commercial pour le bois reste élevé, car les importations comptent surtout des bois de qualité (50 % sont destinés à la fabrication de douves de chênes).

Les mutations de la forêt pendant le XIX^e siècle se réalisent pratiquement en marge de l'administration sylvo-agricole. A la tête de l'Administration générale des Forêts (1824-1881), on place des officiers de marine ou des ingénieurs et « conseillers » qui essaient de rétablir la capacité productive du domaine national. Les sylviculteurs n'apparaissent en fait que pendant la seconde moitié du XIX^e siècle et les premiers d'entre eux sortent des écoles de sylviculture française et allemande. La création de l'enseignement supérieur agronomique en 1852, puis sylvicole, en 1865, a permis la formation des cadres et techniciens qui participèrent activement à l'élaboration de la politique forestière de l'Etat à partir des années 1880.

III. Les grands projets de reboisement du XX^e siècle, des « baldios » au programme d'action forestière.

1. Mise en place de la politique forestière nationale.

Les progrès de l'agronomie et de la sylviculture entraînent une offensive générale contre les *incultos* et le laxisme des institutions, du moins dans les discours économiques et politiques. L'utilisation parfois équivoque de certains travaux scientifiques de cette époque vient en effet renforcer les doctrines anciennes sur le reboisement. Ces « déviations » au service de l'idéologie du reboisement sont particu-

lièrement sensibles à propos de l'œuvre de Barros Gomes; après un travail intense sur le terrain, ce sylviculteur est le seul qui ait cherché à interpréter la distribution des essences, réellement présentes, des massifs forestiers et des friches, dans une maille d'unités spatiales dégagées à partir des grands traits de l'espace physique (relief et climat) et des données socio-économiques qui étaient à sa disposition.

Alors que l'installation de la forêt privée est en cours, la plupart des études publiées pendant le dernier quart du siècle mettent surtout l'accent sur la richesse de la couverture végétale « naturelle », la dégradation des milieux et la grande extension des terres « improductives », évaluées à 50 % du territoire; la moitié était en fait des pâturages naturels et des jachères en partie boisées. Quant à la stabilisation des dunes, les travaux de colonisation forestière promue par la loi de 1802 se poursuivaient à un rythme trop lent. L'échec des tentatives visant à préparer un Code forestier dans les années 1841 et 1850 illustre bien les multiples tensions, en haut lieu ou sur le terrain, au sujet de la reconversion des terres. La mise en place des institutions est laborieuse. La Direction générale de l'Agriculture, créée en 1886, dispose définitivement d'un département des Services forestiers, et deux ans plus tard, les projets de reboisement sont approuvés dans les premiers périmètres forestiers des *baldios* de la Serra du Gerês et de la Serra da Estrela. Les lois des régimes forestiers (1901 à 1905, et encore en vigueur) consolident la mainmise de l'Etat sur l'avenir des *baldios* et établissent un système de régulation de l'exploitation dans la forêt privée. Enfin, en 1918, vient la fondation de la Direction générale des Services forestiers et aquicoles, qui ne fut réorganisée en profondeur qu'en 1977.

A la veille de la prise de pouvoir par Salazar, en 1928, le bilan reste, somme toute, en-deçà des grandes lignes fixées au début du siècle. Seule la colonisation des dunes est en bonne voie d'exécution. La forêt privée, et surtout les pinèdes, échappent à l'Etat, car le régime forestier touche principalement quelques montados de l'Alentejo. Les projets d'inventaires des *baldios* ne se concrétisent toujours pas. Mais, après un silence de cinquante ans, une série de lois (1925 à 1933) encourage de nouvelles aliénations ou des ventes de parcelles qui alarment les Services forestiers. L'instauration de l'Estado Novo allait brutalement mettre fin à la polémique sur la mise en valeur de ces terres. La Junta de Colonisation interne fondée en 1936 entreprend aussitôt leur recensement systématique : 407 000 ha, dont 80 % sont réservés au reboisement et auxquels il faut ajouter près de 100 000 ha soumis au régime forestier depuis 1888 (*Reconhecimento...*) (11)

(11) Il semble que la superficie totale ait été alors surévaluée. Elle a été par la suite corrigée sur le terrain par les sylviculteurs (487 000 ha au total).

(fig. 1). La Loi de peuplement forestier de 1938 entérine l'affectation des *baldios* au reboisement et va pratiquement polariser la politique forestière de l'Etat pendant une trentaine d'années.

FIG. 1

Localisation des baldios ou Périmètres forestiers.

1. 1 000 ha. — 2. Baldios de la Serra da Cabreira (Vieira do Minho).

Source : J. Mendonça, 1961.

2. Le reboisement des baldios : une question à reconsidérer sur le terrain.

Dans un climat national de grave instabilité politique, de crise économique et de pauvreté dans les campagnes qui se révèle particulièrement dur pendant la décennie de 1910, les premiers essais de plantations sur les terres déjà soumises au régime forestier s'étaient heurtées à de nombreuses résistances locales de la part des communautés paysannes, de même qu'à l'inexistence d'infrastructures. Ainsi, le reboisement n'avait été accompli que sur 20 000 ha environ. L'application de la loi autoritaire de 1938 s'est heurtée aux mêmes contraintes, d'où un démarrage assez lent des travaux forestiers. De plus, les retombées de la Seconde guerre mondiale et une sous-estimation des coûts ont provoqué des difficultés financières. C'est entre 1950 et 1965 que les plantations s'étendent le plus sur les versants ou hauts plateaux des *serras* et montagnes. En 1973, les Services forestiers déclarent que le reboisement est à peu près terminé (300 000 ha), juste avant que ne commence la vague d'incendies qui survient après la Révolution du 25 Avril (fig. 2).

FIG. 2

Le reboisement par l'Etat.

1. Reboisement des Services forestiers (DGSFA).
2. Reboisement du Développement forestier (DGFF, puis DGF à partir de 1982).

Source : Estatisticas Agrícolas, 1939 à 1983.

Dans plusieurs Etats de l'Europe occidentale, les lois de reboisement de protection en montagne avaient été approuvées à la fin du XIX^e siècle pour juguler les processus d'érosion et les inondations. Dans les Pyrénées, « la mise en accusation de la société montagnarde » est générale (J.-P. Métaillié, 1986). Les appréciations sur les paysans citées par Métaillié ressemblent à celles que l'on trouve dans la documentation portugaise en ce qui concerne les « voisins » (*vesinhos*) des *baldios*, avec un éventail lexical plus coloré, de « sauvage » ou « vandale » à « incapable » et « indolent »... Malgré le décalage temporel et les conditions différentes de l'environnement naturel, il n'en reste pas moins une identité « ...incompréhension réciproque et irréductible quant à la perception et à l'usage de l'espace. Le refus paysan de l'aménagement par les forestiers est basé sur une logique que les ingénieurs ne peuvent, ni ne veulent comprendre et qui se fonde sur la nécessité de vivre des ressources locales ».

Sous le régime de Salazar, la loi de 1938 correspond à une appropriation irrémédiable de terres dont l'exploitation spatiale était fixée et conservée par des us et coutumes séculaires. Pour l'Etat, la « bataille du reboisement » est reconnue « d'utilité publique », aussi bien pour la reconstitution de milieux physiques dégradés que pour l'augmentation des « richesses économiques nationales », dont les paysans sont « inconscients ». Elle représente aussi une sorte de « dédommagement » pour l'ensemble des mesures vouées à l'échec depuis la fin de l'Ancien Régime. Souvent imposée par la force, la progression des plantations vient peu à peu détruire un système communautaire d'exploitation agro-pastorale.

Au lendemain de la Révolution de 1974, la question des *baldios* est interprétée à la lumière d'une violente critique de la politique de l'Estado Novo. On a surtout dénoncé, globalement, le totalitarisme de la loi, les procédés des sylviculteurs et l'enrésinement massif, sous l'angle de l'analyse marxiste ou d'une certaine idéologie « ruraliste » ou du « retour au chêne ». Il n'y a pas de doute que les paysans ont été perdants en ce qui concerne l'usage de territoire dont ils ont été expropriés. Les principales plaintes des « voisins » portent, d'une manière générale, sur la réduction des pâturages et les interdictions de passage pour les troupeaux, la réglementation et l'éloignement des aires de coupe du bois et du *mato*, l'impossibilité de continuer à cultiver des parcelles temporaires (*cavadas* de seigle), enfin les mauvais procédés des Services forestiers : quelques actes de violences, des abus d'autorité, les chicaneries des fonctionnaires...

Il faut bien reconnaître, cependant, que les études locales font encore défaut pour interpréter les modalités concrètes de l'évolution spatiale du reboisement et mieux dégager les formes de tensions sociales. Nos réflexions reprennent ici une partie des conclusions inspirées par nos recherches dans un Périmètre forestier du Nord-Ouest, dans des *baldios* de la Serra da Cabreira — Vieira do Minho (fig. 1).

Les *baldios* couvrent là un petit volume montagnard bien individualisé qui culmine à 1 261 m et qui est situé sur la rive gauche du Rio Cavado face à la Serra do Gerês. D'une surface de près de 5 000 ha, ils avaient été soumis au régime forestier en 1919, mais seuls 643 ha sont reboisés jusqu'à la loi de 1938. En 1970, les plantations, surtout des résineux où domine le pin maritime, avaient porté sur 3 500 ha de sols squelettiques et caillouteux, d'où des peuplements pour la plupart irréguliers sur les versants.

Au début du siècle, l'organisation spatiale de l'exploitation s'articule autour de trois sites typiques. D'abord, au pied des grands versants abrupts, l'espace cultivé des parcelles particulières sur des replats dont la partie supérieure est occupée par les villages; ensuite, au-dessus de l'habitat, les *sortes de mato* et des parcelles murées de bosquets de chênes sur les versants et les prés de fauche dans les fonds de vallée; enfin, les terres communautaires à partir de 800-850 m, alors presque complètement déboisées, couvertes de landes ou de fourrés de bruyère exploités pour le charbon de bois. L'élevage était surtout orienté vers la production de viande et de laine. Près de 15 000 chèvres et moutons montaient ici chaque jour vers les aires de pâturages avec un système de gardiennage dans chaque village ou hameau (*vezeira*). Seuls quelques dizaines de bœufs demeuraient dans les *baldios* pendant l'été.

L'analyse détaillée de l'évolution spatio-temporelle des plantations révèle un ensemble de relations complexes entre territoires, sociétés paysannes et reboisement. En premier lieu, les *baldios* ne constituent pas un espace d'exploitation aussi « homogène » que le pensaient les sylviculteurs en arrivant sur le terrain. D'après une tradition orale dans ce cas, chaque communauté n'exerce ses droits d'usage que sur une partie des terres. Les limites fixées par la coutume ne correspondent pas souvent à celles du découpage administratif des *freguesias* (« communes ») ou même des *concelhos*. Les tensions étaient donc permanentes au sujet de l'utilisation des pâturages et de la « division des eaux » pour l'irrigation des parcelles cultivées en contrebas. D'où un jeu complexe de relations entre forestiers et « voisins » lorsqu'il fallait choisir les secteurs à reboiser. Les paysans n'ont pas formé un bloc uni contre les opérations de reboisement et les sylviculteurs ont bien sûr joué sur ces tensions préexistantes.

Les travaux forestiers ont constitué une source appréciable d'emplois, lors du nettoyage des secteurs, puis de l'ensemencement ou de la plantation des essences choisies. Il semble que les paiements en numéraire aient contribué à modifier les relations entre les membres de la « famille » dans son sens large, favorisant une certaine indépendance des plus jeunes. Pour les paysans sans terres, qui étaient nombreux, ces petits salaires étaient les bienvenus, si on les compare avec les prix des denrées alimentaires de première nécessité vendues sur les marchés locaux. De plus, les enquêtes ont révélé quelques cas

de promotion sociale d'hommes à tout faire, qui ont gravi les premiers échelons d'une carrière dans la fonction publique par le biais des Services forestiers : bien vus par les uns et mal vus par les autres, ils ont parfois évité l'aggravation de conflits toujours latents.

Les relations entre émigration récente et reboisement ne sont pas claires dans ce secteur, où les départs vers le Brésil avaient été abondants du début du siècle aux années 1920. Vieira do Minho est l'un des *concelhos* du pays où l'émigration vers l'ancienne colonie portugaise est restée significative jusqu'à la décennie de 1950. Les départs pour la France l'emportent ensuite : 57,2 % du total de l'émigration officielle entre 1955 et 1974 (2833). La population a de la sorte diminué de 11 % entre 1950 et 1970, puis s'est stabilisée aux alentours de 17 000 habitants. Dans les huit *freguesias* qui se partagent les *baldios*, l'émigration et l'exode rural n'ont pas vidé les villages ou les hameaux : les écoles primaires se maintiennent dans la plupart d'entre eux. Depuis quelques années, il y a une nette amélioration du système de communications entre les villages et Vieira do Minho ou le réseau routier national.

La moitié des plantations furent détruites par un incendie criminel pendant l'été de 1975, lorsque l'affrontement aigu des forces politiques nationales provoqua l'une des plus graves années de feux forestiers dans tout le pays. Plus récemment, on put assister là à une augmentation sensible des effectifs de caprins et d'ovins (5 000 têtes environ), rentabilisés par la demande de viande de chevreau et d'agneau sur les marchés locaux et urbains.

Depuis la restitution des *baldios* (12), les tensions se poursuivent entre « voisins », car les limites de chaque territoire sont toujours aussi incertaines. Les conflits renaissent périodiquement entre communes ou hameaux au sujet de l'usage des friches et de l'exploitation de parcelles forestières non incendiées. Le reboisement dont, depuis 1982, les brigades de la Direction des forêts se charge sur demande des communautés de droit ou des institutions locales, pose de même des problèmes parfois insolubles, quand la population d'un hameau en arrive à empêcher le passage des machines vers son territoire...

Il ne s'agit pas de généraliser à l'ensemble de la question ces résultats d'une monographie; car, dans le cas présent, les relations entre *baldios* et société paysanne n'ont pas été rompues. Ailleurs, les conflits entre villages se sont éteints et c'est la *freguesia* qui assure effectivement la gestion des terres. En multipliant les analyses locales sur d'autres Périmètres forestiers et en entreprenant une étude

(12) Nous rappelons que les *baldios* ont été restitués aux communautés locales en 1976, avec un système de gestion et d'exploitation assistées par les Services forestiers. Mais la loi de 1976 est menacée par divers projets qui transfèreraient leur administration aux *Juntas de Freguesias*. Les discussions à l'Assemblée ont été interrompues par les élections de juillet 1987. Pour l'évolution juridique des *baldios*, voir M. Rodrigues, 1987, avec des réserves sur les statistiques et quelques commentaires de l'auteur.

plus fouillée du processus global, on pourra dresser un bilan réaliste de ce grand projet, avant que ne disparaissent ses principaux protagonistes.

La vieille institution des Services forestiers identifiée avec la politique répressive de l'Estado Novo s'est trouvée discréditée au lendemain de 1974, ainsi que des instances qui, telles le Développement forestier créé en 1964, n'avaient pas réussi à réorienter la politique institutionnelle. Pendant ce temps, le secteur sylvo-industriel et quelques groupes économiques portugais ou étrangers ont pris en main le reboisement en essences exotiques.

3. Le programme d'action forestière : vers un reboisement massif ?

Le reboisement à finalité industrielle est plus que jamais à l'ordre du jour, quand les prévisions d'approvisionnement inquiètent petits et gros consommateurs de bois. De plus, les perspectives de rationalisation de l'occupation de l'espace viennent corroborer la « vocation forestière » du Portugal. D'après les potentialités productives des sols, on devrait atteindre une superficie d'environ 5 millions d'ha de forêt, soit près de 60 % du pays, alors que la surface agricole passerait de 48 % à 28 %. Les transferts de sols cultivés ou arborés sont d'ailleurs en cours dans l'Alentejo et le Ribatejo avec l'extension de l'aire de l'eucalyptus depuis une quinzaine d'années. Par contre, les surfaces inexploitablees se maintiendraient aux alentours de 15 %. Ainsi, un plan forestier conçu à la fin de la décade de 1970 transformerait-il l'organisation de l'utilisation de l'espace. Il faudrait reboiser en moyenne 40 000 ha par an et arriver à 2,6 millions d'ha de résineux (pin maritime) et 432 000 ha d'eucalyptus pour les espèces les plus rentables.

En 1980-1985, la première phase du Projet forestier portugais portant sur 150 000 ha est lancée après un accord financier avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (30 % des investissements). En principe, la relance du reboisement est accompagnée d'une meilleure diffusion des crédits et d'une planification des plantations d'eucalyptus (un tiers seulement du projet). La Direction générale des forêts et le groupe nationalisé Portucel, qui assure la moitié de la production de pâte à papier, se partagent le reboisement. Mais les résultats n'ont pas été probants et cette phase s'est soldée par un demi-échec. Parmi les facteurs responsables des difficultés d'exécution du Plan forestier, on a surtout souligné les questions habituelles que posent les structures foncières, l'encadrement financier, le manque d'information des propriétaires, etc.; il faut y ajouter la mauvaise coordination entre les deux institutions chargées du projet.

Malgré tout c'est le secteur industriel qui a le plus reboisé. Il s'était déjà lancé depuis une dizaine d'années dans une politique de locations de terres avec des baux à long terme et avait même essayé de

pénétrer dans les *baldios* qui, en tant que « propriété publique communautaire », ne peuvent être soumis à aucune convention particulière. Plus expérimentée que la Direction générale des forêts dans cette chasse aux parcelles, capable d'offrir des conditions avantageuses à court terme pour les petits propriétaires, l'industrie de la pâte à papier élargit son emprise sur l'évolution des mouvements liés au reboisement.

L'entrée du Portugal dans la Communauté européenne est consacrée par des accords qui soutiennent la politique forestière du pays. La moitié des investissements prévus pour la reconversion sylvo-agricole seront attribués au développement des ressources forestières, dont les coûts, près de 60 millions de contos, doivent être financés à parts égales par l'Etat et la CEE. Le « nouveau » Programme d'action forestière, étalé sur dix ans, reprend les principaux objectifs du précédent, en essayant de stimuler les groupements de propriétaires. Il préconise aussi une meilleure utilisation des sols, c'est-à-dire la mise en valeur des terres agricoles classées comme « marginales » en termes de productivité et rentabilité économiques — « petite agriculture » d'autoconsommation, céréaliculture à faible rendement, espace agricole des régions intérieures et montagnardes... Le principal bénéfice du Programme ce sont les subventions à fonds perdus cédées par les instances européennes, soit 50 % des prévisions budgétaires. Elles seront surtout utilisées à l'amélioration des infrastructures qui accompagneront le reboisement : chemins, coupe-feu, etc.

Le Programme encourage aussi des opérations qui favoriseraient l'harmonisation des fonctions de production, de protection ou de développement social. L'« utilisation multiple de la forêt » est d'ailleurs une notion d'aménagement complexe au Portugal.

Cette complexité découle d'une projection d'idées qu'il faut ajuster aux comportements de sociétés qui vivent sur les franges des milieux bioclimatiques atlantiques et méditerranéens. Mais le Programme met surtout l'accent sur la sylviculture industrielle en termes de reboisement. « La plus grande œuvre de développement du siècle », en valorisant les ressources naturelles et en redressant la production forestière, serait un facteur de dynamisation socio-économique des milieux ruraux « périphériques » et entraînerait le relèvement du niveau de vie des populations locales.

Cependant le battage fait autour du Programme, maintenant confronté aux réalités de son exécution, est retombé. A la Direction des forêts qui dirige la coordination du Programme, quelques voix expriment leur inquiétude quant à la priorité du reboisement en pins et en eucalyptus sur l'amélioration de la productivité de la forêt sur pied (L. Martins, 1987). En se plaçant d'abord au niveau économique comme les défenseurs de l'extension des plantations, on arrive à démontrer qu'avec un service d'assistance technique monté dans les *concelhos* où domine le pin, le rapport entre bénéfices et

coûts et la productivité des pinèdes seraient au bout de vingt ans bien supérieures à celles de projets de reboisement. Pour l'eucalyptus, il en va de même, car l'extension des plantations, surtout dans les régions sèches, au sud de l'Alentejo, n'a pas conduit à une croissance proportionnelle du volume exploitable. Quelques sylviculteurs des institutions de l'Etat insistent donc sur la nécessité de reformuler les orientations de base de la politique forestière, engagée dans un reboisement massif planifié à court terme et qui risque le tout pour le tout tant sur le plan écologique qu'économique.

Comme nous l'avons déjà souligné, on spéculé trop sur la situation actuelle et à venir de la « petite agriculture », qui rassemble une grande partie des pinèdes, de même que beaucoup de terres agricoles en principe « disponibles » pour le reboisement. Les concepts de non viabilité des petites exploitations, de l'absentéisme ou de l'indifférence des exploitants et des propriétaires doivent être remis en question à la lumière de l'évolution réelle des structures spatiales et de la mobilité sociale. Car ces dernières sont qualifiées un peu trop vite tantôt d'« archaïques », tantôt de « modernes ». Il reste difficile de prévoir le sens et le rythme de cette évolution aux multiples facettes : déprise agricole et dépeuplement des régions intérieures, mais aussi ressaisissement économique ponctuel; initiatives culturelles « modernes » qui s'articulent sur des formes traditionnelles de relations entre espace et sociétés locales; développement d'un « petit tourisme » non spéculatif; question controversée des investissements des (ex)-émigrés; pluri-activité familiale fluide, dans une grille spatiale marquée par des structures quelque peu figées sur la façade maritime forestière...

Si les stratégies de la politique forestière s'attachent particulièrement aux espaces au nord du Tage, on passe trop sous silence l'avenir des plantations industrielles d'eucalyptus en Alentejo. L'intervention de l'Etat et les forces politiques et sociales y paraissent, à première vue, mieux définies par suite de la cristallisation des enjeux sur la réforme agraire et le processus « contre-réformiste ». Mais c'est pour ces raisons justement que ces espaces, aux densités démographiques séculairement basses, sont beaucoup plus menacés par l'accélération de la reconversion des terres, dont la plupart des sols sont dégradés. Le reboisement est, de plus, mieux rentabilisé par les conditions topographiques permettant la plantation de vastes parcelles et limitant l'extension des incendies.

D'une manière générale, les fonctions de contrôle et de régulation de l'aménagement de l'espace par les institutions de l'Etat restent très confuses et s'enlisent dans l'imbroglio qui caractérise la question de l'utilisation des sols, que ce soit dans les espaces ruraux ou urbains. Les décisions prises par le pouvoir central ou par les pouvoirs locaux, dans les *concelhos* et les *freguesias* se heurtent souvent à la légitimité de situations spatiales concrètes, qui fondent la défense d'inté-

rêts individuels, d'un groupe social ou d'une instance administrative. Cette forme assez singulière de « libéralisme » a des racines historiques lointaines et, comme les pratiques de l'aménagement le prouvent, elle pourrait aussi bien faciliter que bloquer les projets locaux de reboisement par l'Etat ou par le secteur industriel.

Il semble donc que les possibilités de l'exécution du Programme d'action forestière en matière de reboisement massif se rétrécissent dès que la « rationalisation » de l'utilisation des sols est confrontée aux réalités sociales des espaces « naturellement aptes » à une forêt de production industrielle.

Conclusion

La question du reboisement se pose depuis la fin du Moyen Age; elle dépasse largement les problèmes de la planification macro-économique présente. La construction du concept de « vocation forestière » mériterait une recherche plus approfondie dans une perspective socio-historique. Cette dernière réservera sûrement de nombreuses surprises quant à la distribution des espèces et formations végétales naturelles à des moments donnés de l'exploitation des ressources sylvo-agricoles. Mais aujourd'hui les positions sont plutôt catégoriques et « totalitaires » : pour ou contre la politique forestière de l'Etat ! Le reboisement et les industries qui en dépendent sont soit le synonyme du développement et de l'« intégration à l'Europe » — c'est la conviction la plus répandue —, soit celui de la dépendance externe, de la catastrophe écologique et de pertes socio-culturelles. En fait, on cherche souvent des deux côtés à brûler les étapes dans un pays où les relations entre espaces et sociétés évoluent vers une interpénétration inéluctable des « traditions » et de la « modernisation ». Pour l'instant, elle conduit à un écartèlement entre opinions et décisions politiques. Mais il reste un espace forestier mal aménagé pour les besoins de l'industrie et beaucoup de terres « aptes » au reboisement.

Bibliographie

- ALEGRIA F.M., (1987), *A organização dos transportes em Portugal (1850-1910). As vias e o tráfego*, Tese de doutoramento em Geografia Humana, Universidade de Lisboa.
- ALMEIDA A. Mendes de, (1929), « Portugal, a sua riqueza silvícola », in *Exposição Portuguesa em Sevilha*, Lisbonne, pp. 1-25.
- ALMEDA J. Ferreira de, (1986), *Classes sociais nos campos, camponeses parciais numa região do Noroeste*, Tese de doutoramento, ICS, Lisboa.

- ARROTEIA J., (1985), *Atlas da emigração portuguesa*, Secretaria do Estado da Emigração, Porto, 187 p.
- Atlas do Meio Ambiente*, Lisbonne, Comissão Nacional do Ambiente.
- BERTRAND C. et G., (1976), Pour une histoire écologique de la France rurale, in *Histoire de la France rurale* (G. Duby, dir.), T. 1, Paris, Le Seuil, pp. 34-113.
- BERTRAND C. et G., (1986), La végétation dans le géosystème. Phytogéographie des montagnes cantabriques centrales, Espagne, *RGPSO*, 57, 3, pp. 291-312.
- CABRAL M. Villaverde, (1981), *O desenvolvimento do capitalismo em Portugal no século XIX*, Lisbonne, 3 ed.
- DAVEAU S. et al., (1977), *Répartition et rythme des pluies au Portugal*, Memórias do Centro de Estudos Geográficos, Lisboa, 3, cartes h. t. 1/500 000, 192 p.
- DAVEAU S. (1980), Espaço e tempo. Evolução do ambiente geográfico de Portugal ao longo dos tempos pré-históricos, *Clio*, Lisbonne, 2, pp. 13-27.
- DELGADO J.F. Nery et RIBEIRO C., (1868), *Relatório acerca da arboização geral do país*, Lisbonne, Imprensa Nacional 1 carte 1/500 000, 318 p.
- DEVY-VARETA N., (1980), Problèmes de la forêt au Portugal, *RGPSO*, 51, 3, pp. 345-358.
- DEVY-VARETA N., (1985), Para uma geografia histórica da floresta portuguesa — As matas medievais e a « coutada velha » do rei, *Rev. Fac. Letras, Geografia*, Porto, 1ª S., vol. I, pp. 47-67.
- DEVY-VARETA N., (1986), Para uma geografia histórica da floresta portuguesa — Do declínio das matas medievais à política florestal do Renascimento (séc. XV e XVI), *Rev. Fac. Letras, Geografia*, Porto, 1ª S., vol. II, pp. 5-37.
- DEVY-VARETA N., (1987), Grands projets de reboisement et enjeux sociaux locaux au Portugal, Symposium international : « La sociologie et les nouveaux défis de la modernisation », AISLF, Porto, 5-8 mai 1987.
- DIRECÇÃO-GERAL DAS FLORESTAS, (1985), Distribuição da floresta em Portugal continental por concelhos, *Estudos e Informação*, nº 297.
- DOMINGUES A., (1986), Economia e organização do espaço rural, *Cadernos do Noroeste*, Universidade do Minho, Braga, Abril 1986, pp. 39-65.
- FERREIRINHA M.P., (1984), *Reflexões sobre temas florestais (1973-1984)*, Lisbonne, Instituto dos Produtos Florestais, 324 p.
- GAUSSEN H., (1940), Le milieu physique et la forêt au Portugal, *RGPSO*, 11, 3-4, pp. 219-267.
- GOMES B. Barros, (1876), *Condições florestais de Portugal*, Lisbonne, Lalléman, 64 p.
- GOMES B. Barros, (1878), *Cartas Elementares de Portugal*, Lisbonne, Lalléman, 5 cartes commentées.
- GOMES B. Barros, (1877), Notice sur les arbres forestiers de Portugal, *Jornal das Scienc. Math. Phys. e Nat.* Lisbonne, déc. 1877, 20 p., 1 carte.
- INSTITUTO DOS PRODUCTOS FLORESTAIS — Bulletins trimestriels *Resinosas* depuis 1974 *Madeiras* (Bois) depuis 1976; Bulletin mensuel *Cortiça* (Liège) depuis 1935.
- IPF - (1986), *Perfil florestal*, Div. Est. Econ., Lisbonne.
- JANSSEN C.R. et WOLDRINGH R.E., (1981), A preliminary radiocarbon dated pollen sequence from the Serra da Estrela, Portugal, *Finisterra*, Lisbonne, XVI, 32, pp. 299-309.
- JANSSEN C.R. et VAN DEN BRINK L.M., (1985), The effect of human activities during cultural phases on the development of montane vegetation in the Serra Da Estrela, Portugal, *Review of Palaeobotany and Palynology*, Amsterdam, 44, pp. 193-215.
- JANSSEN C.R. et VAN LEEUWAARDEN W., (1985), A preliminary palynological study of peat deposits near an oppidum in the lower Tagus valley, Portugal, in *Actas da « Iª Reunião do Quaternário Ibérico »*, vol. II, pp. 225-236.

- JORGE V. de Oliveira, (1982), *O megalitismo no norte de Portugal*, Tese de doutoramento, Universidade do Porto.
- MARTINS L., (1987), Aumentar a área da floresta ou melhorar a siveicultura? Que prioridade?, *Bol. « Madeira »*, IPF, XIV, 56, pp. 29-41.
- MATEUX J.E., (1985), The coastal lagoon region near Carvalhal during the Holocene — Some geomorphological aspects derived from paleoecological study at Lagoa Travessa, in *Actas « Iª Reunião do Quaternário Ibérico »*, vol. II, pp. 237-250.
- MENDONÇA J. da Costa, (1961), *75 anos de actividade na arborização das serras*, Lisbonne, DGSFA, 139 p.
- MÉTAILLIÉ J.P., (1986), Photographie et histoire du paysage: un exemple dans les Pyrénées luchonnaises, *RGPSO*, 57, 2, pp. 179-208
- NEVES CM. Baeta, (1965), Dos Monteiros-Mores aos silvicultores. *Anais do ISA*, Lisbonne.
- NUNES J. Artiscado, (1984), *Incultos e agricultura « tradicional » na região de Entre-Douro-e-Minho*, Polycop., Universidade do Minho, 101 p.
- PEREIRA J.V. Silva, (1987), Algumas considerações acerca do espectro florestal português. Seu interesse económico e social. *Cadernos de Geografia*, Coimbra, 6, pp. 159-176.
- PEREIRA M. Halpern, (1983), *Livre-Câmbio e desenvolvimento económico*, Lisbonne, Sá da Costa, 417 p.
- PINTO J. Madureira, (1985), *Estruturas sociais e práticas simbólico-ideológicas nos campos*, Porto, Ed. Afrontamento.
- PROJECTO FLORESTAL PORTUGUES, (1982), *Rapport Estratégia para o desenvolvimento do sub-sector florestal*, Lisbonne, FAO.
- Reconhecimento dos baldios do Continente*, (1939), JCI, 3 vol.
- Revista crítica de Ciências Sociais*, (1981), Communications du « Iº Colóquio de Estudos Rurais: A pequena agricultura em Portugal, 27-29 Março 1981 », Nº 7-8, 626 p.
- RIBEIRO O., (1970), A evolução agrária do Portugal Mediterrâneo segundo A. Silbert, *Chorographia*, Série Histórica, Lisbonne.
- RIBEIRO O., (1986), *Portugal, o Mediterrâneo e o Atlantico*, Lisbonne, Sâda Costa, 4ª ed., 189 p.
- RODRIGUES M., (1987), *Os baldios*, Lisbonne, Caminho, 272 p.
- SAMPAIO A., (1979), *Estudos económicos*, Lisbonne, Vega, 2º Ed., 474 p.
- SILVA J.B. de Andrade, (1815), *Memória sobre a necessidade de utilidades do plantio de novos bosques em Portugal*, Lisbonne, 189 p.

RÉSUMÉ. — Au Portugal, le reboisement est actuellement l'un des objectifs prioritaires de l'« aménagement » de l'espace rural par l'Etat car la sylvo-industrie et surtout la pâte à papier ont pris une place croissante dans l'économie et les exportations. Le postulat de la « vocation naturelle forestière » devient le leitmotiv de la transformation des espaces ruraux, alors que l'agriculture est largement déficitaire. La question du reboisement n'est pas nouvelle, il s'agit en fait d'un processus qui traverse les siècles depuis le Moyen Age et qui s'est toujours heurté aux réalités locales de l'organisation de l'espace.

SUMMARY. — THE QUESTION OF REAFFORESTATION IN PORTUGAL : A LONG TERM PROCESS. In Portugal, reafforestation is at present one of the priorities of the state « management » of rural areas because the sylvo-industry and especially paper pulp have become increasingly important on the economy and exports. The postulate of the « natural forestry vocation » is becoming the leitmotiv for the transformation of rural areas, while agriculture is largely in deficit. The question of reafforestation is not a new one, rather it is a process which has been going on since the Middle Ages and which has always come up against the local realities of spatial organisation.

RESUMO. — A REFLORESTAÇÃO EM PORTUGAL. Em Portugal, a reflorestação constitui actualmente um dos objectivos prioritários do « ordenamento » do espaço rural, pois que as indústrias florestais e, sobretudo, a celulose têm um peso crescente na economia e nas exportações. O postulado da « vocação natural florestal » torna-se fundamental na transformação dos espaços rurais, em quanto a agricultura é largamente deficitária. A reflorestação não é uma questão nova; de fato, trata-se de um processo que atravessa os séculos a partir da Idade Média e que sempre esbarrou contra as realidades locais da organização do espaço.

MOTS-CLÉS. — Portugal, reboisement, forêt, histoire des forêts, politiques forestières, friches, systèmes agro-pastoraux de la montagne.